



## PRÉFET DES PYRENEES-ATLANTIQUES

Direction départementale  
des territoires et de la mer  
des Pyrénées-Atlantiques

SCI MOULIN DE GAYS  
14, Chemin de Parale  
64400 OLORON-SAINTE-MARIE

### Service Gestion Police de l'Eau

Dossier suivi par :  
Jacques Dufau

Mèl : jacques.dufau@pyrenees-atlantiques.gouv.fr

Tél. : 05 59 80 88 23  
Fax : 05 59 80 86 08

Objet: Dossier de déclaration instruit au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement : **Curage du canal d'amenée et de rejet du Moulin de Gays sur la commune de VERDETS.**  
**Courrier de notification de décision**

Réf. : **64-2019-00235**  
**SB/LET191466**

Pau, le 3 septembre 2019

Monsieur,

Par courrier en date du 26 août 2019, vous avez déposé un dossier de déclaration concernant :  
**Le curage du canal d'amenée et de rejet du Moulin de Gays sur la commune de VERDETS**

dossier enregistré sous le numéro : **64-2019-00235**.

Vous trouverez ci-joint le récépissé de déclaration relatif à cette opération.

J'ai l'honneur de vous informer qu'après instruction, votre dossier est complet et régulier et que je ne compte pas faire opposition à votre déclaration. Dès lors **vous pouvez commencer votre opération à réception du présent courrier et du récépissé ci-joints.**

Par ailleurs vous trouverez également l'arrêté de prescriptions générales qu'il vous appartient de respecter compte tenu de la rubrique concernée par votre opération.

La mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité, objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé.

À défaut, en application de l'article R. 214-51 du code de l'environnement, sauf cas de force majeure ou demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, celle-ci sera adressée au préfet, dûment justifiée, au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le directeur départemental des territoires et  
de la mer,  
L'adjointe à la cheffe du service gestion et police  
de l'eau,

Aurélie Birlinger

P.J. : arrêté de prescriptions générales

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier.